

la
cgt

ÉDUC'
ACTION

APRÈS LE SUCCÈS DE LA MOBILISATION DU 5 DÉCEMBRE...

ON CONTINUE ET ON AMPLIFIE JUSQU'À LA VICTOIRE

LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Le succès de la mobilisation du jeudi 5 décembre dans la Fonction publique, malgré la chute du gouvernement, indique clairement que les personnels sont déterminés à faire gagner leurs revendications. Conscient-es que nous ne pouvons plus accepter une politique d'austérité visant les Services publics, l'École et les personnels, les agent-es, avec la CGT Éduc'action, doivent maintenir la pression sur le politique pour obtenir des moyens (emplois statutaires, salaires indiciaires...), l'abandon des contre-réformes en cours, l'abandon de la réforme des retraites, mais aussi la fin du mépris affiché à leur égard.

Dès maintenant, ensemble, faisons de la semaine du 9 décembre un temps de mobilisation et de grèves, et faisons de la journée de grève du 12 décembre un véritable succès.

NOUS NE VOULONS PLUS DE CETTE POLITIQUE D'ÉDUCATION

STOP AUX CONTRE-RÉFORMES

La ministre Genetet maintient le cap des contre-réformes imposées sous l'ère Macron : réforme du bac, réforme de l'enseignement pro, *Choc des savoirs* et tri généralisé des élèves, évaluations généralisées, labellisation rétrograde des manuels, nouveaux programmes dénoncés pour mise en place mise au pas des pratiques pédagogiques d'Op@le, précarisation persistante des AESH et des AEd, rémunération au mérite et mise en concurrence des personnels via le Pacte... Ces mesures contre le Service public d'Éducation doivent cesser.



STOP À L'AUTORITARISME

À marche forcée, l'administration impose ses contre-réformes qui rencontrent le même refus chez ceux et celles qui doivent les faire appliquer et qui expliquent légitimement en quoi elles sont néfastes pour leurs élèves. Le « tout-évaluation », sans effet sur les résultats des élèves mais permettant de mettre les enseignant-es sous pression et de les surveiller, en est un bon exemple. Pareil pour la labellisation des manuels ou les programmes de plus en plus injonctifs et resserrés sur les fondamentaux. L'institution n'a plus, et ne veut plus faire confiance à ses agent-es.

STOP AU MÉPRIS

L'époque est au prof-bashing. Après avoir constaté l'importance et le dévouement des fonctionnaires pendant le Covid, les bonnes vieilles habitudes ont repris : ainsi, du café du commerce jusqu'à un ancien président de la République multi poursuivi, il est de bon ton de proclamer que les enseignant-es ne travaillent pas assez. Les prof-fes passent pour les plus nanti-es des fonctionnaires (soupçonné-es par essence d'être des « feignasses ») et par ailleurs responsables de tous les maux de la société. Ce récit fantasmé a pour avantage de masquer le fait que les plus riches, les vrais nantis, ne sont jamais mis à contribution !

RAPPEL

ABSENCES : seulement 2,6 % des enseignant-es ont été absent-es au moins 1 jour pour raison de santé au cours d'1 semaine, soit 50 % de moins que les employé-s du privé (chiffres de 2019 pré-Covid).

TEMPS DE TRAVAIL : selon le MEN, les prof-fes travaillent en moyenne 42h/43h par semaine, tous niveaux confondus.

STOP À LA PERTE DE SENS

Autoritarisme, contrôle des pratiques professionnelles, inflation des tâches administratives déconnectées du fondement même de l'enseignement, évaluationnisme galopant prenant le pas et le temps sur l'analyse réflexive de nos pratiques, allongement du temps de travail qui déborde largement sur la vie personnelle... Tout cela relève de techniques managériales agressives, issues de formes d'organisation du travail assumées par l'administration. Elles contribuent à transformer nos métiers, mais surtout à la perte de sens du métier et au sentiment de mal-être.

PAS QUESTION !

ON CONTINUE ET ON AMPLIFIE JUSQU'À LA VICTOIRE

NOUS NE VOULONS PLUS D'UNE POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ

DES RESTRICCTIONS À TOUS LES ÉTAGES... L'austérité gagne aussi les Collectivités territoriales et les établissements scolaires en sont victimes. Dans les Pays de Loire ou les Hauts de France, les crédits éducatifs des lycées se voient imposer une baisse drastique aux conséquences directes sur la scolarité des élèves et les projets éducatifs.

GAGNER LA BATAILLE DE LA PROTECTION SOCIALE FIN DE LA CARENCE...

La tentative d'introduction de 3 jours de carence par le ministre Kasbarian est méprisante à l'égard des personnels malades, culpabilisante et ne repose que sur des chiffres et réalités tronqués.

Aucune mesure de carence ne combat le pseudo « absentéisme » et ne relève d'une politique efficace de santé publique. **Exigeons la suppression du jour de carence dans la Fonction publique** et combattons l'instauration des 3 jours de carence pour les non-titulaires.

FIN DE LA RETRAITE À 64 ANS...

Dénoncée par la majorité de la population (90% des actif-ves), combattue par une mobilisation intersyndicale historique et imposée par 49-3, la contre-réforme Macron des retraites a de nouveau été rejetée dans les urnes en juin. **Il est donc plus que jamais urgent et possible d'obtenir son abrogation.**

LA GIPA EN DANGER...

Même si elle n'est pas parfaite, la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat permet de couvrir partiellement les pertes de pouvoir d'achat des fonctionnaires, tout en masquant les effets du gel persistant de la valeur du point.

En la remettant en cause, **le pouvoir politique va amputer à nouveau le pouvoir d'achat des agent-es déjà pénalisés-es.**
Une décision, 2 effets :

- ❗ RÉALISER 500 MILLIONS D'€ D'ÉCONOMIES
- ❗ INVISIBILISER LES EFFETS DÉLÉTÈRES DE LA NON-REVALORISATION INDICIAIRE DES GOUVERNEMENTS SUCCESSIFS

GAGNER DES CRÉATIONS DE POSTES

Manque de personnels dans les écoles-établissements-services, heures d'enseignement perdues ou stages déprogrammés faute de personnel remplaçant, classes surchargées, augmentation de la charge de travail et mutualisation des services, inclusion sacrifiée et notifications MDPH non respectée...

Tout cela contribue à dégrader fortement nos conditions de travail et cultive la précarité à tous les étages. Au-delà des chiffres d'encadrement avancés par le ministère, c'est ça l'état et la réalité de l'École aujourd'hui.

Alors que le budget 2025 est en préparation, l'État doit profiter de la baisse démographique pour réorienter sa politique éducative et baisser les effectifs/classe pour améliorer les conditions de travail des personnels et d'étude des élèves, notamment pour celles-ceux les plus en difficulté.

Il faut en finir avec les économies sur le dos d'une École déjà exsangue, où les personnels de tous corps manquent déjà au quotidien.

La CGT Educ'action appelle les personnels à se réunir en AG pour construire les suites et à faire de la semaine du 9 décembre avec l'intersyndicale Fonction publique **une semaine de mobilisation et de grèves sous toutes les formes que les personnels choisiront.**

Pour les Services publics, les salaires, les créations de postes, contre les jours de carence et la baisse d'indemnisation des arrêts maladie, contre le *Choc des savoirs* et la réforme des LP et contre les licenciements et la désindustrialisation, la CGT Educ'action appelle l'ensemble des personnels à être massivement en grève le 12 décembre et à construire la reconduction dans les jours et semaines qui suivent.



263 RUE DE PARIS 93100 MONTREUIL

CGT Educ'action



www.cgteduc.fr



0155827655



unsen@cgteduc.fr



@CGTEducationofficiel



@cgt_educ



@cgteducation